DAILY SCIENCE
DÉCOUVREZ LA SCIENCE, LA RECHERCHE ET L'INNOVATION "MADE IN BELGIUM"

# PEU DE BELGES SOUTIENNENT LES ACTIONS VIOLENTES OU ILLÉGALES À DES FINS POLITIQUES

*Publié le 6 décembre 2022*

par Camille Stassart

Quelle est l'opinion des Belges concernant les actes illégaux ou violents commis par des groupes défendant des idéologies radicales ? C'est ce qu'ont cherché à savoir des chercheurs du Centre d'étude de la vie politique (CEVIPOL) de l'ULB dans le cadre du projet FAR (Folk, Authorities and Radicalisation), soutenu par BELSPO.

Lancé en 2017, quelques mois après les attentats perpétrés sur le sol belge, ce projet avait pour objectif de comprendre la problématique de la radicalisation violente et du terrorisme, et son impact sur la société belge.

**4500 Belges interrogés sur la violence politique**

Coordonné par l'ULB, le projet FAR a été mené en partenariat avec la KU Leuven et l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie, qui dépend du ministère de la Justice. Le volet étudié par l'ULB s'est intéressé au rapport des citoyens vis-à-vis de l'usage de moyens d'actions illégaux et violents à des fins politiques, dans un contexte de post-attentat.

En parallèle, l'étude bruxelloise a cherché à connaître le degré d'adhésion des Belges vis-à-vis des méthodes d'investigation policières qui iraient au-delà du cadre légal actuel pour enquêter sur la radicalisation.

« Pour le déterminer, nous avons mené une enquête par téléphone en 2019 auprès d'un échantillon

représentatif de la population composé de plus de 3000 résidents en Belgique, âgés de plus de 16 ans. Durant l'été 2022, on a réalisé une enquête complémentaire auprès de 1500 Belges de confession musulmane », fait savoir le Pr Jean-Benoît Pilet, chercheur en sciences politiques à l'ULB et coordinateur du projet FAR.

**Les actions violentes menées par la police, davantage soutenues par la population**

Résultats ? Près de 20 % des répondants déclarent acceptable de bloquer des routes à des fins politiques, 14,6 % jugent acceptable d'occuper des bâtiments, 7,6 % d'attaquer des policiers et 5,8 % de s'en prendre violemment à des civils.

« Le soutien aux actions violentes et illégales à des fins politiques est donc extrêmement faible au sein de la population belge, quelles que soient les convictions idéologiques, philosophiques et/ou religieuses derrière (islam radical, anticapitalisme, écologisme radical, etc.) », indique le Pr Pilet.

L'étude indique, néanmoins, un degré d'acception plus élevé à l'égard de modes d'action de la police hors du cadre légal actuel. Aussi, 66 % des répondants sont favorables à la mise en garde à vue au-delà des 48 heures actuelle, 39 % à la mise sous surveillance du suspect et de ses proches, et plus de 30 % sont en accord avec des « techniques d'interrogatoire appuyées visant à affaiblir l'état psychologique et physique du suspect ». L'enquête menée en 2022 montre toutefois que la tolérance à cette violence institutionnelle est en diminution.

**Tableau 7. Distribution des réponses sur les items de recours à la violence politique**

| | N | Pas d'accord (0-4) | Neutre (5) | D'accord (6-10) | Je ne sais pas/ Pas de réponse | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Violence idéologique** | | | | | | |
| Occuper des autoroutes | 3017 | 63,1 | 15,7 | 19,9 | 1,3 | 100 |
| Occuper et dégrader des bâtiments | 3017 | 73,5 | 10,8 | 14,5 | 1,2 | 100 |
| Attaquer des policiers | 3017 | 85,6 | 6,2 | 7,6 | 0,6 | 100 |
| Attaquer des civils | 3017 | 89,2 | 4,2 | 5,8 | 0,8 | 100 |
| **Violence institutionnelle** | | | | | | |
| Surveillance | 3017 | 40,4 | 19,1 | 39,0 | 1,6 | 100 |
| Mise en garde à vue | 3017 | 20,5 | 12,4 | 66,1 | 1,0 | 100 |
| Interrogatoire appuyé | 3017 | 52,9 | 15,4 | 30,3 | 1,4 | 100 |

© Jean Benoit Pilet et al.

**Des caractéristiques sociodémographiques et idéologiques marqueurs de différence**

Parmi les répondants se disant favorables aux modes d'action policières allant au-delà du cadre légal actuel, on retrouve les citoyens plus âgés, les moins diplômés, les résidents en Flandre, et les personnes de confession chrétienne. Concernant la minorité davantage encline à accepter des actes illégaux ou violents, on identifie les jeunes, les personnes moins diplômées, et celles vivant en Flandre. Les personnes de confession musulmane sont aussi plus tolérantes envers les formes d'action illégale, mais sans violence physique.

D'un point de vue idéologique, les personnes qui jugent nécessaire la fermeture des frontières aux migrants adhèrent davantage aux actions violentes visant les forces de l'ordre et les civils, de même qu'aux méthodes d'enquête qui sortent du cadre légal. « On se rend compte, dès 2019, qu'il se passe quelque chose au sein des mouvements identitaires et anti-immigration au niveau du radicalisme violent et des actes illégaux. Et les faits nous ont donné raison en 2021, avec l'affaire Jürgen Conings, militaire aux sympathies d'extrême droite », rappelle le Pr Pilet.

Selon le rapport de l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM) de 2021, sur les 218 signalements de menace en lien avec le terrorisme ou l'extrémisme dénombrés en Belgique, un tiers ressort d'une idéologie djihadiste, et un peu plus de 10 % relève de l'extrémisme de droite. « Le

radicalisme musulman est donc toujours présent, mais la menace de la droite radicale et identitaire monte », déclare le chercheur.

**Le rejet de la violence politique, ça s'apprend**

D'après l'équipe de l'ULB, certains facteurs peuvent réduire cette tolérance aux idées radicales et aux actions violentes pour les défendre. « Il y a, d'une part, le rôle de l'éducation et, en particulier, l'ouverture au pluralisme des opinions. Apprendre aux jeunes, via l'école et les programmes d'éducation à la citoyenneté, que leur point de vue n'est pas le seul valide aura un effet important sur le rejet de la radicalisation et de la violence », assure le Pr Pilet.

D'autre part, les bulles idéologiques et sociales dans lesquelles les personnes évoluent ont aussi un impact. « Ceux qui vivent dans des bulles hétérogènes vont, au-delà d'admettre que les autres peuvent penser différemment, vivre et être confrontés au quotidien à cette diversité d'opinions. Il est donc essentiel d'éviter l'émergence de groupes qui pensent de manière similaire et qui restent entre eux. Une de nos recommandations sur cette question est de mettre en place des politiques d'intégration sociale qui insistent sur le fait de sortir de son milieu idéologique et social ».